

## OFFRE D'ALTERNATIVES EDUCATIVES EN AFRIQUE DE L'OUEST : ENJEUX ET PERTINENCE POUR LES NON SCOLARISES

**Koffi Adjimon & Jocelyne Rakotondrazafy**

Aide et Action International

---

### RESUME

Trente millions d'enfants sont non scolarisés en Afrique subsaharienne (ISU-UNESCO, 2015). Ces dernières années, en dehors de l'enseignement formel, des alternatives éducatives se sont développées, notamment en Afrique de l'Ouest. Comment les alternatives éducatives peuvent apporter une réponse au nombre important d'enfants et jeunes non scolarisés ? L'ONG Aide et Action International a une approche d'une école intégrée dans son milieu sur les alternatives éducatives. Celles-ci se déclinent sous deux formes : la rescolarisation, généralement pour les enfants qui seront réintégrés dans le formel, et la formation et insertion socioprofessionnelle des jeunes. S'appuyant sur les concepts « d'éducation non formelle » et « d'éducation alternative », l'article montre que les alternatives éducatives pour les non scolarisés soutenues par Aide et Action International obtiennent des résultats globalement positifs dans la satisfaction des besoins éducatifs des bénéficiaires d'une part, et dans l'intégration effective des apprenants dans la vie professionnelle. Ces réponses éducatives sont pertinentes dans la mesure où elles rapprochent l'offre à la demande, répondent aux réalités locales, sont adaptées aux besoins des cibles, et promeuvent les alternatives éducatives.

### ABSTRACT

Thirty million children are out of school in Sub-Saharan Africa. In recent years, apart from formal education, educational alternatives are developed, particularly in West Africa. How educational alternatives can provide a response to the large number of children and young people out of school? The experiences of the NGO Aide et Action International in educational alternatives adopt an approach of an integrated school in the community and are available in two forms: the return to school, generally for children aiming to be integrated to the formal school, and youth training and professional integration. Building from the concepts of "non formal education" and "alternative education" the paper shows that educational alternatives for out of school people supported by Aide et Action International got positive results in meeting the educational needs of beneficiaries, and the effective integration of learners in the workplace. These educational responses are relevant because of bringing supply and demand, responding to local conditions, meeting the needs of the group targets and promoting educational alternatives.

---



## 1. ENJEUX ET APPROCHES

La paupérisation des populations et l'exclusion sociale sont de nos jours des situations inquiétantes dans le monde. Par ailleurs, l'éducation, censée doter tous les individus sans discrimination de connaissances et de compétences nécessaires pour leur mieux-être, fait des laisser pour compte : filles, enfants en situation de handicap, pauvres. La couverture universelle n'est pas effective. Rien qu'en Afrique subsaharienne, 30 millions d'enfants sont non scolarisés (ISU-UNESCO, 2015). Plus de deux enfants sur cinq n'atteindront pas la dernière année de cursus primaire en Afrique subsaharienne (ISU-UNESCO, 2012).

De plus, l'école dans sa forme actuelle est perçue en Afrique comme un facteur de reproduction des inégalités sociales. La floraison des écoles privées qui offrent une formation de meilleure qualité n'est accessible qu'aux enfants des plus riches et des milieux urbains. Comment remédier à ce déficit d'éducation pour les pays en développement, notamment pour les enfants/jeunes déscolarisés et non scolarisés ?

L'hypothèse avancée dans cette contribution est que des formes d'éducation plus flexibles, moins coûteuses, plus efficaces, devront être imaginées en parallèle aux offres éducatives formelles qui sont réduites et inadaptées dans les pays en développement, notamment en Afrique de l'Ouest.

Ainsi, de plus en plus, des stratégies « compensatrices » sont développées dans ce sens, notamment dans les pays en développement et pour les enfants/jeunes déscolarisés et non scolarisés. C'est le cas en Afrique de l'Ouest pour beaucoup d'intervenants dans le système éducatif dont Aide et Action International (AEAI).

Nous allons par conséquent dans un premier temps nous appesantir sur la notion d'alternatives éducatives qui renvoie en particulier au concept d'éducation non formelle, puis aborder l'angle sous lequel AEAI déploie son intervention dans ce domaine. Ensuite, les résultats obtenus seront exposés. Ce qui nous permettra de valider notre hypothèse : des formes différentes d'éducation sont à même de satisfaire les déficits éducatifs des enfants et jeunes non scolarisés et déscolarisés.

## 2. LA NOTION D'ALTERNATIVES EDUCATIVES

La notion d'alternatives éducatives renvoie à deux concepts : « l'éducation non formelle » et « l'éducation alternative ».

### *2.1. La littérature sur la notion d'alternatives éducatives*

D'une part, les alternatives éducatives renvoient à l'éducation non formelle du fait de leur caractéristique en dehors du système classique, à savoir l'école. Et d'autre part, les alternatives éducatives renvoient en sus à l'éducation alternative à cause des approches pédagogiques utilisées dans ces centres.

### *2.1.1. Le concept : formel vs. non formel*

Un certain nombre d'auteurs ont travaillé sur la déclinaison de l'éducation formelle, non formelle et informelle.

Le système d'éducation valorisé aujourd'hui est la « forme scolaire », c'est-à-dire l'École à proprement parler, instaurée progressivement dans les sociétés européennes à partir du milieu du 17<sup>ème</sup> siècle. C'est ce système qui a été transposé dans les pays du Sud, notamment en Afrique. Selon Colley et ses collègues (2003), l'expression d'éducation non formelle a été utilisée pour la première fois à l'UNESCO en 1947 par des professionnels du développement international et n'a été formalisée du point de vue scientifique que dans les années 1990. L'origine et l'évolution des notions d'éducation formelle, informelle et non formelle ont été ainsi analysées.

Selon La Belle (1976), l'éducation non formelle renvoie à « toute activité éducative systématique organisée et mise en œuvre en dehors du système formel en vue de promouvoir des types spécifiques d'apprentissage à des sous-groupes particuliers » (p. 278).

Dans ce même ordre d'idée, est non formelle toute activité d'éducation organisée en dehors du système formel établi, orientée vers une cible bien identifiée avec des objectifs d'apprentissage bien définis (Simkins, 1977). Eurostat (2006) définit l'éducation non formelle de la façon suivante :

Toute activité organisée et durable qui ne correspond pas exactement à la définition de l'enseignement formel donnée ci-dessus. L'enseignement non formel peut donc être dispensé tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'établissements éducatifs et s'adresser à des personnes de tout âge. Selon les spécificités du pays concerné, cet enseignement peut englober des programmes d'alphabétisation des adultes, d'éducation de base d'enfants non scolarisés, d'acquisition de compétences utiles à la vie ordinaire et de compétences professionnelles, ainsi que de culture générale. Les programmes d'enseignement non formel ne suivent pas nécessairement le système d'« échelle » et peuvent être de durée variable (p. 13).

L'éducation non formelle a ainsi besoin de se définir par rapport au monde scolaire pour exister et se situer.

### *2.1.2. Le concept d'éducation alternative*

D'après la définition courante, l'éducation alternative désigne toutes les approches pédagogiques qui diffèrent de la pédagogie traditionnelle. Le terme d'« éducation non traditionnelle » est également usité. Les formes de pédagogies suivantes sont les plus rencontrées : la pédagogie Montessori, la pédagogie Freinet, la pédagogie Steiner-Waldorf et la pédagogie Decroly.

En dehors de la pédagogie Freinet, l'éducation alternative a rarement pour cadre l'enseignement public dans des pays du Nord comme la France. Elle se rencontre surtout dans des établissements d'enseignement privés ou dans le cadre de l'instruction en famille. Les différentes formes d'éducation alternative ont comme point commun avant tout une éducation centrée sur l'apprenant qui est poussé à participer et s'impliquer dans la construction de ses apprentissages. Elles favorisent ainsi l'autonomie, développent la créativité et l'initiative ainsi que la confiance en soi. De ce fait, ces types d'éducation alternative sont individualisés pour prendre en compte différentes formes d'intelligence et s'adaptent aux rythmes de chaque apprenant. Par ailleurs, elles renoncent à l'esprit de compétition.

L'éducation alternative a ainsi pour objet d'adapter la pédagogie autour de l'apprenant et de son développement personnel. Ce qui n'est pas forcément le cas dans toutes les écoles formelles.

Selon Mbaye (2010), l'éducation alternative est inclusive et évolutive :

L'éducation alternative, ce n'est pas simplement 'l'autre école ou l'autre modèle' : elle ne se pose pas en s'opposant à l'éducation formelle car elle satisfait des besoins sociaux et elle se fonde sur la réappropriation de la fonction éducative par l'ensemble des acteurs concernés et impliqués [...]. Le contexte de monde globalisé met tous les systèmes éducatifs devant le défi de se réadapter, de favoriser des démarches alternatives en s'appuyant sur des dynamiques internes comme externes (p. 9).

## *2.2. L'approche d'alternatives éducatives d'Aide et Action Internationale*

Les alternatives éducatives qu'AEAI met en œuvre sur le terrain se justifient de point de vue de leur place vis-à-vis des offres éducatives de façon générale, mais également de leur contenu et de la démarche.

### *2.2.1. Des formes d'éducation en complément des offres formelles*

Dans des contextes des pays en développement où la scolarisation universelle n'est pas encore atteinte, les ONG ont une mission de pallier l'incapacité des Etats à scolariser les enfants et les jeunes, et plus globalement à les éduquer.

L'itinéraire d'AEAI dans la promotion des offres alternatives d'éducation est tracé par l'évolution des politiques nationales, ainsi que par l'organisation institutionnelle de prise en charge au niveau des pays. L'Association s'est progressivement repositionnée sur cette niche de besoins éducatifs cruciaux en laissant progressivement à l'Etat les initiatives sur le développement de l'éducation formelle.

Education formelle et éducation non formelle se diffèrent ainsi par les lieux où les actions éducatives sont effectuées : soit dans les établissements règlementés (formel), soit en dehors de ceux-ci. Par ailleurs, les deux types d'éducation se diffèrent par la codification et la normalisation de l'éducation formelle.

Les travaux de La Belle (1976) mettent en évidence et insistent sur l'impérieuse nécessité d'élargir la compréhension des relations entre la diversification de l'éducation, l'éducation non formelle et le développement national, notamment dans les contextes des pays en développement.

Des besoins éducatifs n'ont pas été satisfaits par le système formel. Les cibles défavorisées en milieu rural par exemple ne parviennent pas à développer les aptitudes nécessaires à leur travail agricole pourtant indispensable à la survie de leurs communautés. Les alternatives éducatives s'imposent ainsi comme une solution valable.

### *2.2.2. Des formes d'éducation variées et adaptées*

Par ailleurs, comme le contenu de l'apprentissage est adapté aux apprenants, les pédagogies utilisées ne sont pas toujours classiques. La mission de l'école selon les concepts scolaires modernes ne se limite pas seulement à transmettre du savoir, mais recouvre les dimensions suivantes : socialiser et qualifier. C'est pourquoi le terme d'« alternatives éducatives » est utilisé.

L'alternative éducative offre la possibilité d'adapter l'éducation aux conditions économiques, sociales, culturelles et idéologiques pour accueillir et délivrer une éducation de base ou une formation qualifiante aux enfants et jeunes hors du système éducatif formel.

Ainsi, l'esprit des offres éducatives ne remet pas en cause le système formel, mais constitue une offre complémentaire pour des raisons d'ordre économique (pauvreté), géographique (enclavement, éloignement, isolement), culturelle, idéologique (conception différente de l'éducation et des orientations de l'école publique), physique ou physiologique (handicaps, etc.).

Le concept d'« alternatives éducatives » renvoie ainsi pour AEAI à l'ensemble des formes d'éducation offertes à ceux qui n'ont pas eu accès à l'éducation classique. C'est une réponse aux problèmes sociaux liés par exemple au chômage, à la déscolarisation et aux autres besoins immédiats des apprenants dans leur milieu de vie.

L'approche d'AEAI dans ces offres d'alternatives éducatives, bien que ne remettant pas en cause le système formel, est tout de même l'intégration de l'école à son milieu. C'est ainsi que le rôle des langues est important dans l'apprentissage. La prise en compte de la langue maternelle de l'apprenant dans le processus d'apprentissage est pour Haidara (2007) une adaptation de l'éducation à ses réalités socioculturelles et économiques.

### 3. ETAT DES PRATIQUES

Les offres en termes d'alternatives éducatives en Afrique de l'Ouest sont diversifiées et sont au crédit de plusieurs entités mais surtout des Etats, des ONG et associations, tant en termes de profils des apprenants, de démarches que de contenus.

#### *3.1. Aperçu des différentes expériences d'alternatives éducatives en Afrique de l'Ouest*

Les alternatives éducatives ont connu une percée à partir de la fin des années 1990 en Afrique. C'est ainsi qu'un certain nombre d'Etats ont été favorables à ce que les ONG investissent l'éducation non formelle. Les alternatives éducatives sont devenues même l'apanage des ONG qui expérimentent des formules diversifiées.

La vision des ONG de façon générale est que les activités d'éducation et de formation non formelles et informelles des enfants et des jeunes sont complémentaires du système d'éducation et de formations formelles. Ces activités d'éducation sont axées sur l'apprenant et, étant exercées à titre volontaire, sont étroitement liées aux besoins et aux aspirations des enfants et des jeunes et à leurs centres d'intérêt.

Des expériences identiques se retrouvent dans plusieurs pays en Afrique de l'Ouest. Elles peuvent être catégorisées en cursus « officiel » et en cursus « non formel ».

#### *3.1.1. Les alternatives ayant un objectif d'intégration dans le système éducatif formel*

L'expérience des écoles satellites permettent de récupérer les enfants exclus du système éducatif pour qu'ils aient la possibilité de rejoindre le circuit formel ultérieurement. La formule a été expérimentée dès 1995 au Burkina Faso avec comme cible des enfants de sept à neuf ans non scolarisés, avec des difficultés pour se rendre à l'école si éloignée de leur domicile. De façon générale, les contenus, la méthodologie d'approche et la répartition des programmes sont basés sur ceux des écoles classiques. La particularité pédagogique de ces écoles est que les curricula sont élaborés par les services compétents du Ministère à partir de la démarche de la Pédagogie Par Objectif. De ce fait, les programmes ne se limitent plus à la dimension cognitive ; ils prennent en compte le savoir-faire et le savoir être. L'utilisation des langues maternelles est limitée à la première année de l'école satellite durant laquelle le français n'est introduit qu'à l'oral. Il devient langue d'enseignement à partir de la deuxième année. L'apprenant poursuit sa scolarisation dans l'école classique après trois ans dans une école satellite. Toutefois, la plupart des écoles satellites sont normalisées : elles comptent six classes chacune comme les écoles classiques.

Les écoles passerelles organisent la formation accélérée intensive des enfants dans des pays comme le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Bénin et la Côte d'Ivoire pour leur permettre de réintégrer le système éducatif normal. Cette formation est dispensée d'abord en langues nationales et en français ensuite. La Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle (SSA/P, promue par la Fondation Stromme) de deux niveaux a été mise en œuvre pour SSA/P1 d'un an

au Mali et au Burkina Faso alors que le SSA/P2 de deux ans a été mis en œuvre au Niger. A l'issue du cursus, l'élève passe le Certificat de Fin d'Etudes du Premier Degré (CFEPD).

Les écoles de la Seconde Chance ont été expérimentées à partir de 2001 au Niger. Depuis quelques années, et partout où elles sont mises en place, ces écoles enseignent avec la langue officielle nationale et le français. Elles intègrent des classes particulières au sein d'une école classique, où les enfants déscolarisés/non scolarisés reçoivent un enseignement accéléré de deux à trois ans. Ce qui leur permettra d'intégrer la scolarité normale ou de pouvoir bénéficier d'une formation professionnelle pouvant déboucher sur l'exercice d'un emploi. En Guinée, ce passage dans le formel est donné aux enfants (plus particulièrement les filles) non scolarisés ou déscolarisés des centres *Nafa*<sup>1</sup> (financés par l'UNICEF) pour intégrer soit la septième année du premier cycle de l'enseignement général, soit l'enseignement technique et professionnel. Mais de toutes les façons, la vision large de l'éducation offre aux apprenants l'opportunité d'acquérir des connaissances instrumentales (lecture, calcul, écriture), des capacités de raisonnement, des savoir-faire et des valeurs utiles afin qu'ils se prennent en charge et participent activement au développement de leurs communautés.

Les écoles mobiles permettent aux enfants des nomades, des pêcheurs et des éleveurs au Mali et au Niger d'intégrer le système éducatif au gré de leur déplacement accompagné de l'enseignant. Les curricula sont les mêmes que ceux des écoles primaires publiques. C'est l'enseignant qui se déplace.

### *3.1.2. Les alternatives ayant une visée d'intégration professionnelle*

Les centres préprofessionnels sont la plupart bilingues (en langues nationales et en français) et empruntent un cursus préprofessionnel. Les centres d'éducation pour l'intégration sont des centres ouverts dans les villes maliennes frontalières du Burkina. Ils visent une insertion économique des apprenants dans leur milieu avec une durée de formation de quatre ans dont deux ans de connaissance de base. Au Burkina Faso, les Centres d'éducation de base non formelle tels que les Centres Bama Nema forment également pour intégrer dans la vie active.

L'alphabétisation des adolescents (comme pour Plan International Burkina Faso) en général est une étape pour accéder à une formation professionnelle dans un centre. L'alphabétisation a également pour objectifs le renforcement des capacités des jeunes pour en faire des vecteurs de changement et de transformation des réalités sociale et culturelle.

Les écoles communautaires, gérées par la communauté, ont été mises en place depuis les années 1990 dans les pays d'Afrique de l'Ouest (notamment les Centres d'Education au Développement au Mali, les Ecoles D'Initiatives locales au Togo, Ecoles Communautaires de Base au Sénégal). Il s'agit de promouvoir une éducation de base au service du développement socioéconomique et culturel de la communauté. Les types de formation sont ainsi le cycle

---

<sup>1</sup>*Nafa* signifie « bénéfique », « utile » ou « pertinent » en arabe, et a la même signification en Soussou, en Malinké et en Poular, les langues dominantes de la Guinée.

primaire classique et le cycle de base alternatif pour une insertion professionnelle. Au programme l'apprentissage théorique et formation pratique avec l'utilisation de la langue nationale, le français étant la seconde langue.

### *3.2. Présentation des expériences d'alternatives éducatives d'Aide et Action International en Afrique de l'Ouest*

Les expériences d'alternatives éducatives d'AEAI s'inspirent globalement de celles adoptées dans les pays d'intervention.

#### *3.2.1. Le contenu des alternatives éducatives*

AEAI aborde les alternatives éducatives pour apporter des réponses aux problématiques éducatives rencontrées par les déscolarisés et les non scolarisés. Ces réponses sont de deux types : la mise en place de dispositifs pour la rescolarisation des enfants d'une part et d'autre part l'insertion des jeunes à travers des processus de formation professionnelle. Suivant leurs âges, l'offre éducative serait soit une réintégration du cursus scolaire dans le système formel, soit un apprentissage de petits métiers qui permettrait au jeune d'entrer dans la vie active. L'articulation entre alternative éducative et insertion socio professionnelle est jugée nécessaire dans les stratégies promues par AEAJ.

Il est à remarquer qu'un axe visant l'acquisition de compétence pour la vie (santé, hygiène, environnement etc.) a été traité dans les deux réponses apportées à la demande éducative des déscolarisés et non scolarisés.

La pédagogie utilisée est de trois types : la pédagogie centrée sur l'apprenant (les méthodes actives), celle reposant sur le bilinguisme pour les enfants entre six à 12 ans et la pédagogie qui privilégie la connaissance du milieu et des activités pratiques pour les adolescents et jeunes au-delà de 13 ans.

#### *3.2.2. Profil social des cibles*

AEAI adopte l'approche basée sur le droit pour appréhender la problématique des non scolarisés. Ces derniers ne bénéficient pas de leur droit à une éducation. C'est pourquoi ils sont aussi désignés par le terme « exclus ».

Généralement, les jeunes ciblés par les projets d'AEAI sont issus des milieux ruraux et de ménages pauvres (cas des non scolarisés). Les déscolarisés constituent le bassin de recrutement des offres éducatives alternatives.

Pour certains projets, des catégories particulières ont été prises en compte : population pastorale nomade au Niger et au Mali, filles victimes de maltraitance au Togo, handicapés moteurs et enfants travailleurs au Sénégal. Certains projets incluent également les femmes dans les



bénéficiaires, notamment en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de travail (DEFI au Mali, PADAE au Bénin). L'offre cible ainsi avant tout le plus grand nombre dans des niches oubliées.

### *3.2.3. Les projets d'alternatives éducatives*

Le processus commence par la sensibilisation des cibles (filles/femmes, groupes particuliers) sur l'importance de l'éducation par le biais de la scolarisation, l'alphabétisation et la formation professionnelle. La sensibilisation des communautés, populations et autorités locales concerne plus la mobilisation autour du projet et pour assurer la pérennisation des acquis dans le pilotage du dispositif (maîtrise d'ouvrage etc.). Dans le même ordre d'idée, la pérennisation du dispositif prend une importance incontestable : de l'appui-conseil-accompagnement des parties prenantes et des apprenants pour l'après-formation.

Ensuite, les différents appuis entrent en scène : appuis financiers et matériels dans la mise en place d'infrastructures éducatives, accompagnement en termes de contenu éducatif (programmes scolaires, modules de formation), appui technique de gestion des différents centres, accompagnement d'encadrement des formateurs.

Un aspect crucial des alternatives éducatives concerne le plaidoyer pour l'insertion socio-économique des formés ou pour la scolarisation des élèves, la contribution aux coûts notamment les coûts induits post-projet ainsi que la mise à l'échelle des expériences réussies.

En termes de résultats, compte tenu des cibles directes visées, l'élargissement de l'offre à une éducation de base (enseignement primaire, formation professionnelle) est acquis dans toutes les expériences menées. Les disparités tendent à être corrigées même si cela ne disparaît pas complètement (rural-urbain, filles-garçons etc.). Les résultats scolaires témoignent de la pertinence des stratégies adoptées. Des jeunes ont pu être insérés dans le milieu professionnel grâce à leur accompagnement.

Au-delà des données chiffrées, les expériences menées par AEAI ont permis de valoriser certains métiers surtout liés à la terre qui étaient mal perçus jusqu'à présent. Désormais, les jeunes formés exercent avec plus de fierté leurs métiers. De plus, l'amélioration de la production en milieu rural a été constatée pour ceux qui ont été appuyés. Les projets ont même fortement contribué au développement des alternatives éducatives. Les expérimentations ont fait tâche d'huile.

Par ailleurs, ces expériences d'alternatives éducatives ont permis d'impliquer les populations à la détermination et à la mise en œuvre des projets éducatifs.

Les principaux projets d'alternatives éducatives qu'Aide et Action International a mis en œuvre ces dernières années sont synthétisés dans le tableau suivant.

**Tableau 1. Principaux projets d'alternatives éducatives d'Aide et Action International en Afrique de l'Ouest**

Pays	Projets	Cibles directes	Objectifs des projets	Activités	Résultats et plus value obtenus
Bénin	Projet d'Appui au Développement des Alternatives Educatives au Bénin (2008-2012) cofinancé par l'Union Européenne	Communes de Toffo, Allada, Kpomassè, Zè <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les jeunes ruraux non scolarisés ou déscolarisés</li> <li>• Les jeunes mères ou hommes adultes analphabètes souhaitant améliorer leurs techniques productives</li> </ul>	Contribuer à la satisfaction des besoins éducatifs alternatifs des jeunes, des adultes et surtout des femmes en leur assurant un accès équitable à des programmes d'éducation non formelle adéquats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place un Centre Intercommunal de Formation Appliquée (CIFA)</li> <li>• Renforcer les capacités des ateliers existants (appuis matériels et financiers)</li> <li>• Appuyer le renforcement des maîtres artisans et leur structuration</li> <li>• Appuyer l'encadrement des apprenants et leur accès à un fonds d'appui</li> <li>• Appuyer l'alphabétisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 20 jeunes sur 60 formés insérés dans le tissu socio-économique</li> <li>• Le CIFA devenu centre de formation professionnelle de gestion inter communale de référence</li> <li>• La gestion de la formation professionnelle en intercommunalité</li> </ul>
Mali	Alternative Educative en Milieu Nomade du Programme Harmonisé d'Appui au Renforcement de l'Education (PHARE, juin 2010-février 2013) avec l'USAID	Dans la Région de Mopti les fractions d'éleveurs nomades (tamasheks, bozos, sonrai et peulh) résidant à proximité du fleuve et suivant les points d'eaux en direction du Nord, se déplaçant chaque	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer l'accès des populations de 8 fractions nomades soit 880 personnes, aux services d'éducation de base</li> <li>• Renforcer la qualité et la pertinence de l'éducation de base en milieu nomade</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier des communautés nomades et leur demande éducative, Informer et sensibiliser des élus et les populations</li> <li>• Mettre en place le dispositif (aménagement des lieux, installation des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enfants scolarisés dans les huit fractions nomades de 22 au début à 480 à la clôture du projet</li> <li>• Mise en œuvre de curricula et de démarches pédagogiques spécifiques</li> </ul>

		<p>année sur les trois ou quatre mêmes sites. Attention particulière aux filles et femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités organisationnelles et de gestion des communautés et collectivités bénéficiaires</li> </ul>	<p>tentes, équipement des classes, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer la formation des élus sur la gestion de l'école en mode décentralisé, des Comités de Gestion Scolaire sur la gestion de l'école, des enseignants sur la didactique des disciplines et la démarche d'intégration des savoirs locaux</li> <li>• Appuyer le suivi des enseignements</li> </ul>	<p>pour des groupes particuliers</p>
Mali	Développement des Filières (DEFI, 2013-2015) avec Alliance ICCO	<p>Koulikoro, Ségou, Mopti et Tombouctou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 500 jeunes (dont 50% femmes) y compris des néo alphabètes</li> <li>• 10 groupements/réseaux</li> <li>• Elus locaux de 5 conseils régionaux et 12 conseils communaux</li> </ul>	<p>Les groupements/réseaux partenaires intervenant dans les filières ciblées renforcent leurs capacités de production, de gestion et d'influence pour la promotion de l'auto emploi et l'amélioration des conditions de vie des communautés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités des groupements /réseaux sur leur gouvernance interne, les normes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer la formation technique et professionnelle et commercialisation et insertion socioéconomique dans les filières karité, sésame et oignon de cercles</li> <li>• Appuyer le plaidoyer lobbying sur la formation professionnelle agricole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des techniques culturelles et de transformation permettant d'améliorer la productivité</li> <li>• Meilleure gouvernance des organisations des producteurs</li> <li>• Un projet levier de renforcement de capacités de l'ensemble des acteurs des filières concernées</li> </ul>

			requis pour chaque filière		
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer les capacités d'influence des groupements/réseaux autour des chaînes de valeur</li> </ul>		
Niger	Classes de la Seconde Chance dans le cadre du projet Appui à la Dynamisation de l'Education au Niger (2001-2004) avec la Coopération française	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 376 élèves dont 98 filles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définir une approche pédagogique novatrice de qualité</li> <li>• Provoquer une réflexion sur la durée du cycle de base I</li> <li>• Accroître le taux brut de scolarisation au niveau de l'arrondissement</li> <li>• Renforcer les capacités de l'école à répondre aux besoins éducatifs et de développements des communautés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des besoins</li> <li>• Sélection et formation initiale des enseignants (éducateurs de la seconde chance)</li> <li>• Ouverture des écoles de la seconde chance (immersion, appui matériel, mise en place, démarrage des cours)</li> <li>• Elaboration d'un tableau de bord de la seconde chance</li> <li>• Tenue de revue mensuelle du comité du pilotage</li> <li>• Tenue de suivi conjoint par un comité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Engouement pour l'école chez les enfants et les parents : augmentation du taux brut de scolarisation des 16 villages passant de 44,7 % à 61,9% en 4 ans</li> <li>• Taux de réussite en hausse de 72% pour l'examen officiel CFEPD</li> <li>• Adoption du modèle « classe de seconde chance » à la fois par l'Etat que par des partenaires sous le label « passerelles »</li> </ul>
Niger	Appui à la scolarisation dans le Département de Doutchi et Filingué (2010-2013) avec la Fondation Orange et la Fondation Turing	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 365 enfants déscolarisés et/ou non scolarisés, âgés de 8 à 14 ans dont 180 filles</li> </ul>	Contribuer au développement d'une l'éducation de qualité pour tous dans les départements de Doutchi et de Filingué	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des centres de seconde chance</li> <li>• Appuyer la formation professionnelle et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de 12,5% des effectifs des filles en 3 ans</li> <li>• Meilleure fréquentation de l'école (211 élèves dont 63 filles réintégrés)</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 7 000 enfants du primaire dont 4200 filles (âgés de 7 à 14 ans)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer la fréquentation et le maintien des filles des cycles de base 1 et 2 (dont des appuis en vivres en période de soudure)</li> <li>• Appuyer la dynamisation de dispositifs de gestion et de pilotage de l'éducation par les acteurs locaux</li> <li>• Promouvoir des cadres d'échange et de formation de la communauté éducative locale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Association de 32 jeunes en groupement d'intérêt économique après formation</li> <li>• Capacité effective à fédérer l'ensemble de la communauté éducative autour de la promotion d'une éducation de qualité</li> </ul>
Sénégal	« Promotion de la Formation professionnelle et de l'Insertion des jeunes déscolarisés et néo-alphabètes » du Programme Multi-acteurs en Education Non Formelle (2011-2015) avec l'Alliance ICCO	Départements de Kolda, de Vélingara et de Médina Yoro Foulah	Contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques des jeunes et adultes à travers la promotion de l'éducation non formelle et de la santé de la reproduction dans la région de Kolda	Par rapport aux alternatives éducatives :	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de l'insertion des 233 jeunes et adultes formés sur les techniques de transformation de lait (dispositifs locaux, matériels et équipement)</li> <li>• Un projet levier de renforcement de capacités de l'ensemble des acteurs de la filière lait</li> </ul>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 600 jeunes (dont 214 femmes)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Former les jeunes et adultes néo alphabètes pour leur insertion socio-économique dans les filières porteuses identifiées</li> <li>• Amener l'Etat à offrir des opportunités de formations qualifiantes et de formations professionnelles non</li> </ul>	

				formelles aux déscolarisés et non scolarisés et alphabétisés.	
				<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités de la coalition en approche programmatique, suivi évaluation</li> </ul>	
Sénégal	Se Former à la Vie – Projet d'Appui à la Formation et à l'Insertion socioprofessionnelle (2011-2015) sur Fonds Social Minier de Kumba International	<p>Dans les Régions de Kolda (Saré Yoba, Kounkané, Mediana Yéro Foula, Dabo), de Louga (Louga) et de Thiès (Taiba Ndiaye)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Jeunes exclus du système formel ou non formel</li> <li>• Jeunes issus du système non formel</li> <li>• Jeunes et adultes vulnérables, déscolarisés ou non scolarisés,</li> <li>• Les collectivités locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer les collectivités locales dans la prise en charge de la formation professionnelle</li> <li>• Favoriser l'insertion socio-économique des formés</li> <li>• Soutenir la diversification de l'offre éducative à travers la promotion des <i>daaras</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construire, équiper et rendre opérationnelles des centres communautaires polyvalents</li> <li>• Renforcer les autorités locales dans la prise en charge de la formation professionnelle (dispositifs, formation)</li> <li>• Mettre en place des dispositifs d'insertion socioprofessionnelle des formés : mise en réseau, financement, etc.</li> <li>• Réhabiliter, équiper des <i>daaras</i></li> <li>• Introduire la formation pré-qualifiante dans un <i>daara</i> pilote</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 240 formés et équipés</li> <li>• Offre de formation professionnelle doublée dans la Région de Kolda</li> <li>• Dispositifs de formation articulés avec la politique de formation professionnelle nationale : centres de formation du Projet intégrés dans le dispositif de l'Etat</li> <li>• Plan de développement communal prenant en compte la formation professionnelle</li> </ul>
Togo	Investir Dans les Exclus (IDEX) (2008-2011)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 450 adultes analphabètes</li> <li>• 50 jeunes déscolarisés</li> <li>• 100 enfants vulnérables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des alternatives éducatives pour les enfants de 8 à 15</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construire, équiper et rendre opérationnelles des écoles relais</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Obtention du Certificat de Fin d'Apprentissage délivré par le Ministère</li> </ul>

- Partenaires financiers : Canton de Genève
- 450 enfants déscolarisés dans 34 villages répartis dans cinq préfectures de la Région des Savanes au Togo (Cinkassé, Kpendjal, Oti, Tandjoaré et Tône)
  - 450 enfants non scolarisés leur permettant l'apprentissage d'un métier ou favorisant leur insertion dans le système d'enseignement primaire formel
  - Soutenir la formation professionnelle des jeunes post scolaire et leur installation
  - Alphabétiser les jeunes et les adultes dont 60% au moins de femmes des villages
  - Actualiser les curricula, former les moniteurs, identifier et accueillir les enfants, leur donner un apprentissage pour intégrer le système éducatif formel ultérieurement.
  - Pour les plus grands, donner la possibilité d'apprendre un métier (formation en maraîchage, en élevage de volailles et de petits ruminants, en gestion de la fertilité des sols) et les soutenir dans le regroupement, la construction d'installations, l'équipement et le suivi post installation
  - de 40 parmi 67 filles victimes de maltraitance formées
  - 52 sur 60 formés installés dans leur milieu d'origine
  - Dispositifs relais de la formation professionnelle assurés par des acteurs locaux (associations locales de professionnels)
  - Dispositifs de formation articulés avec la politique de formation professionnelle nationale qualifiante
  - Création d'emplois adaptés au milieu notamment aux groupes vulnérables (fixation des jeunes dans leur terroir)

### *3.3. Analyse des expériences d'alternatives éducatives*

Compte tenu des orientations, stratégies et démarches d'intervention d'AEAI, des constantes peuvent être dégagées des expériences d'alternatives éducatives.

#### *3.3.1. Des caractéristiques communes*

Les caractéristiques communes des expériences concernent divers aspects.

Tout d'abord dans les démarches adoptées, les projets sont rassembleurs et inclusifs. Ils ont été construits autour de partenariat, plus particulièrement multi-acteurs<sup>2</sup>. En effet, la synergie d'actions est importante pour les alternatives éducatives où les ressources sont peu nombreuses. Les partenariats sont ainsi au-delà des seuls acteurs du système éducatif et incluent même le milieu économique, notamment pour l'insertion professionnelle des sortants ou pour la prise en charge d'une partie ou de tous les coûts du projet. La complémentarité et l'interaction entre opérateurs d'appui technique permet de valoriser l'expertise et la connaissance du milieu des uns et des autres. La plupart des projets ont par exemple intégré dans leurs démarches, le partenariat avec les institutions de microfinance afin de faciliter l'auto équipement des sortants des centres de formation dans une approche de responsabilité et de pérennité.

Les projets sont aussi un terrain de promotion de la gouvernance locale de l'éducation et responsabilisent ainsi les acteurs locaux. Les conditions favorables pour que cette gouvernance locale s'exerce sont effectives. Ce qui explique le renforcement de capacités des acteurs locaux, si besoin la promotion de l'alphabétisation. Le projet s'est appuyé sur les associations locales qui assurent la mise en œuvre opérationnelle sur des volets spécifiques<sup>3</sup> sur la base des conventions de collaboration. Ce faisant, le projet a développé une approche de développement institutionnel de ces associations par le transfert direct de compétences et de ressources.

Les réponses éducatives en alternatives éducatives sont bâties sur les acquis d'AEAI pour les améliorer et les adapter au milieu. En effet, la conduite des riches expériences diversifiées d'alternatives éducatives dans plusieurs pays depuis 2000 ont permis de tirer des leçons et de co-construire de nouvelles expérimentations adaptées au contexte. Les cibles du Programme Multi-Acteurs (PMA) du Sénégal privilégiant l'insertion socioprofessionnelle des jeunes sont les sortants des écoles de communautés de base (ECB) sur lesquelles AEAII a travaillé quelques années auparavant. Depuis 1996, Aide et Action au Togo, en collaboration avec les Inspections d'Enseignement Préscolaire et Primaire (IEPP) et son réseau d'ONG et d'associations partenaires, a mis en œuvre les écoles relais. C'est le modèle école relais deux fois évalué qui est appliqué dans le cadre du projet IDEX. Les leçons tirées des programmes précédents (contenus des programmes, niveaux et formation des moniteurs, contribution locale, infrastructures, etc.) ont servi de base de travail pour améliorer le projet.

---

<sup>2</sup> L'Etat et les structures décentralisées/déconcentrées, la communauté, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile.

<sup>3</sup> Comme l'alphabétisation, la formation pour un métier, la prise en charge des enfants vulnérables ou victimes du trafic et du travail des enfants.



L'expérimentation que pratique AEAI en Afrique a pour objectif de la remettre aux autorités pour sa mise à l'échelle et pour pérennisation. C'est ainsi qu'AEAII a été précurseur de la « classe de la seconde chance » au Niger en 2001. L'Etat l'a institutionnalisé et ce concept a sa place dans les stratégies éducatives nigériennes. Bien que déjà adoptées par l'Etat, AEAI a remis à l'ordre du jour les écoles nomades au Mali en 2010-2011. Le projet a ainsi utilisé ce concept pour scolariser les enfants des communautés agro-pastorales du pays au gré de leur déplacement. Au Bénin, avec la mise en place d'un centre de formation professionnel cogéré par quatre Communes, AEAI a expérimenté en premier le concept d'intercommunalité avec le projet PADAE. Les Communes concernées ont inscrit les charges de fonctionnement de ce centre dans leur budget.

Par ailleurs, l'ancrage institutionnel est également un autre élément essentiel de la démarche d'AEAII. C'est ainsi que pour la scolarisation des moins jeunes, les programmes officiels sont adoptés (école nomade, ECB). Ce qui permet aux enfants qui y sont scolarisés de réintégrer le système formel ultérieurement à travers une formule d'écoles passerelles et de passer ainsi les examens officiels. De même, tout comme dans le système formel, les enseignants bénéficient des encadrements par l'administration scolaire. Le contenu des modules de formation est validé par les institutionnels.

En ce qui concerne la formation professionnelle, les dispositifs mis en place privilégient en amont la validation des curricula et en aval, celle des acquis. L'élaboration des différents curricula de formation se fait avec les services déconcentrés de l'Etat dans le respect strict des options stratégiques définies à travers les Plans Décennaux de l'Education et autres documents de référence. Au Mali, la Direction Nationale de la Pédagogie a assuré l'intégration des savoirs locaux dans le curriculum pour les écoles nomades. Le suivi des formations dans tous les projets sont confiés à des comités impliquant les autorités éducatives.

Les évaluations de fin d'apprentissage sont organisées par le Ministère de tutelle et sanctionnées par un Certificat de Fin d'Apprentissage reconnu.

Dans le souci d'assurer également la qualité des réponses éducatives, les enseignants bénéficient de renforcement de capacités, notamment dans l'approche des catégories particulières d'élèves. C'est le cas pour l'école nomade où l'enseignant est formé à des modules spécifiques.

Et enfin, la pérennisation des alternatives éducatives est pensée dès le départ avec la prise en charge par l'Etat des salaires des moniteurs et enseignants ou la responsabilisation du personnel du Ministère du Ministère concernant l'enseignement ou la formation des enfants/jeunes. Les projets mis en œuvre par AEAI n'ont jamais prévu les salaires dans leur budget.

### *3.3.2. La valeur ajoutée d'Aide et Action International*

Au regard de ces expériences diversifiées sur les alternatives éducatives, AEAI a essentiellement innové en termes de contenu et de démarches.

La rescolarisation prévoit également une insertion socioprofessionnelle ultérieure. Par conséquent, des modules préprofessionnels sont prévus. Cela pourrait être l'agriculture et l'élevage. Dans le cadre du projet IDEX au Togo, les formations spécialisées interviennent dans le programme de 3<sup>e</sup> année.

AEAI accompagne toujours des dynamiques existantes ou potentielles et privilégie une approche communautaire. Ce qui rend la pérennisation plus facile également, compte tenu de la motivation des parties prenantes.

Par ailleurs, dans un souci de pérennisation, une approche institutionnelle est adoptée où l'Association est en appui à l'Etat et implique les collectivités locales. Des espaces d'innovation des systèmes éducatifs sont créés dans les pays couverts de par les expériences (implication des autorités éducatives, création de cadre de partage des résultats, institutionnalisation de certains dispositifs ou modèles alternatifs au Mali, Bénin, Niger).

Force est de constater que la pertinence de l'offre proposée par ces projets ont conduit bon nombre d'ONG locales et internationales et les Etats dans certains cas à intégrer leurs approches, démarches dans leur cadre d'appui, d'intervention ou stratégie nationale (cas du Niger pour les écoles communautaires, et passerelles).

### *3.3.3. La pertinence des réponses éducatives*

Les réponses sont pertinentes pour plusieurs raisons.

#### a) Rapprochement de l'offre à la demande

L'école publique a été adaptée aux réalités socio culturelles des différentes communautés (« école nomade », « écoles associatives », « école relais ») et de diverses façons.

Ainsi, des savoirs locaux ont été intégrés dans les programmes scolaires. Dans le cadre du projet Alternatives Educatives en milieu nomade au Mali, ce sont les communautés même qui ont identifié les savoirs locaux qu'elles souhaitent y être intégrés. Ensuite, ces savoirs locaux ont été inclus dans les curricula par le personnel de la Direction Nationale de la Pédagogie du Ministère de tutelle.

De même, des matières liées aux compétences de la vie telles que l'agriculture, la pêche, l'élevage ont été intégrées dans les programmes scolaires (Classe de la seconde chance au Niger). Par ailleurs, à travers le raccourcissement de la durée de la scolarité (Niger), les plus âgés peuvent s'adonner à d'autres occupations ou à d'autres intérêts préprofessionnels.

Mais dans tous les cas, l'offre a été rapprochée de la demande à travers la mise en place de salles de classes/centres de formation ou la mise à disposition d'enseignants aux enfants et aux jeunes à proximité de leurs habitations.

b) Des formations répondant à la demande du marché local de l'emploi et de l'insertion

Les formations données sont en parfaite adéquation avec les réalités socio-économiques des jeunes. C'est ainsi qu'en milieu rural, les modules de formation professionnelle sont liés à la terre et à l'artisanat (PADAE Bénin, IDEX Togo, ForVie Sénégal).

Des professionnels bénéficient de formations qui leur permettent non seulement d'actualiser leurs connaissances mais également d'améliorer la gestion de leurs activités à travers des outils simples de gestion notamment la micro entreprise rurale. Au Mali, le projet DEFI a permis de dynamiser les coopératives, la formation des membres sur leurs rôles et responsabilités et sur les techniques de production.

c) Une éducation adaptée aux besoins des cibles

Les réponses éducatives sont adaptées aux besoins des enfants et des jeunes. C'est ainsi que certains sont alphabétisés, apprennent en plus le français avant la formation professionnelle. Les femmes particulièrement bénéficient de l'alphabétisation dite fonctionnelle leur permettant de se débrouiller dans leurs activités génératrices de revenu et dans la vie quotidienne de façon générale.

Par ailleurs, les moins âgés reviennent à la scolarisation en vue d'être réintégrés dans le système formel.

Au Sénégal, le projet PMA/ENF a permis la prise en charge des sortants des Ecoles Communautaires de Base (ECB), et a pallié un certain nombre de problèmes : l'absence de structures de formation dans les zones rurales de Kolda, la faiblesse de la capacité d'accueil et du nombre de filières des structures existantes. Le Projet de formation et d'insertion socioprofessionnelle des sortants des ECB complète d'abord les pré requis obtenus pour ensuite assurer aux apprenants une formation qualifiante et vient ainsi combler le chaînon manquant du système éducatif. A travers la formation initiale qui vise le renforcement des compétences instrumentales et la formation qualifiante, le projet contribue au renforcement des capacités économiques des jeunes et des femmes à travers la formation en techniques de transformation du lait, en mécanique, en maraîchage et en boulangerie.

d) Une promotion des alternatives éducatives dans les pays d'intervention

Aide et Action International promeut de nouvelles initiatives, notamment dans les pays couverts par les expériences, et procède ainsi par la mise en place d'espaces d'innovation des systèmes éducatifs. Pour cela, les projets impliquent les autorités éducatives, créent des cadres de partage des résultats, institutionnalisent certains dispositifs ou modèles alternatifs.

Dans le cadre du Programme d'Amélioration et de Diversification de l'Offre Educative (PADOE) concernant huit pays de l'Afrique de l'Ouest<sup>4</sup>, un nombre limité d'expériences ayant fait leur preuve lors de la phase 2 au Bénin et au Togo va faire l'objet d'un plan d'appui et de suivi de proximité engageant fortement les structures étatiques de tutelle technique. Il sera également adossé à un contrat de performance et de suivi par les acteurs dans l'optique d'en faire des centres de référence.

#### 4. CONCLUSION ET PERSPECTIVES POUR LE RENFORCEMENT DE L'EXPERTISE D'AIDE ET ACTION INTERNATIONAL EN AFRIQUE

Les alternatives éducatives renvoient au concept d'éducation non formelle en opposition à l'éducation formelle. Les auteurs soulignent notamment la différence entre les deux dans les lieux d'acquisition du savoir. Dans la plupart des pays en développement, l'éducation non formelle permet de donner de l'éducation aux exclus tels que les enfants/jeunes déscolarisés et les non scolarisés. L'éducation non formelle a ainsi un rôle « compensateur », contrairement à ce qui se passe dans les pays du Nord où elle complète plutôt l'éducation reçue dans le système éducatif formel. Dans cette approche qu'Aide et Action International adopte dans ses actions en Afrique de l'Ouest en faveur des alternatives éducatives, l'école intègre son milieu. Les expériences concernent notamment les écoles de seconde chance, les écoles mobiles, les écoles passerelles ou l'alphabétisation fonctionnelle.

Les alternatives éducatives mises en œuvre par AEAI ont permis incontestablement jusqu'à présent de faire bénéficier une éducation adaptée au milieu à des exclus tels que les déscolarisés et les non scolarisés, eu égard aux résultats obtenus. C'est ainsi que notre hypothèse de départ selon laquelle les alternatives éducatives compensent l'éducation formelle défailante dans les pays d'Afrique de l'Ouest est satisfaite.

Malgré les avancées, des difficultés sont encore persistantes : un grand nombre d'enfants/jeunes ne bénéficient pas encore d'éducation de base en Afrique de l'Ouest avec un taux de non scolarisation entre 5 et 36% en primaire (2012), et entre 52 et 78% en secondaire (2011) suivant les pays (ISU-UNESCO, 2012). Par ailleurs, l'intégration pose encore problème, que ce soit pour la rescolarisation en milieu formel ou l'insertion socioprofessionnelle.

C'est pourquoi les défis en Afrique de l'Ouest sont de trois ordres pour AEAI : la qualité et la pertinence de l'éducation contenues dans les alternatives éducatives d'une part, et leur adoption et leur développement d'autre part.

Il est primordial de s'assurer que les sortants parviennent bien à s'insérer soit dans les cycles formels d'éducation ou de formation ou dans le tissu socioéconomique. Par conséquent, Aide et Action International doit renforcer sa stratégie de suivi/accompagnement des jeunes formés.

---

<sup>4</sup> Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

Par ailleurs, Aide et Action International devrait s'assurer de la pertinence des formations en proposant des modèles alternatifs articulés avec les besoins en développement du milieu et des offres d'emploi. Ceci donnerait plus d'attrait aux modèles promus et permettrait plus d'impacts sociaux. Pour cela, l'évaluation ex post des alternatives éducatives est à effectuer afin d'affiner la stratégie relative de manière à renforcer la qualité des formations puis de l'insertion.

Et enfin, constituer un réseau d'acteurs des alternatives éducatives permet de faciliter les échanges, de mutualiser les ressources et de renforcer le dialogue politique avec les Ministères de l'Education et des Finances.

La pérennité des alternatives demeure une préoccupation de premier plan. Jusqu'ici, les Etats ne donnent pas toute l'importance requise aux modèles alternatifs, du fait de la complexité des questions, de l'ampleur des exigences des modèles formels et de l'insuffisance des ressources. Il s'agit d'appuyer les Ministères à définir un cadre d'expérimentation et d'évaluation des alternatives ainsi qu'un plan de soutien approprié qui permet de faciliter la pérennisation des alternatives.

AEAI prévoit la prise en charge de la problématique de l'éducation des jeunes et de leur insertion socio professionnelle comme un axe de concentration de son intervention dans le cadre de l'Agenda post 2015. Son plan triennal 2014-2016 en Afrique priorise ainsi le concept clé « Apprendre pour la Vie ». Il s'agit de faire le lien entre accès à l'éducation et formation professionnalisant plus particulièrement pour les jeunes en vue d'une insertion socioprofessionnelle. La démarche privilégie l'influence. Cela se traduit par l'institutionnalisation des innovations et l'intégration des alternatives dans les politiques éducatives. Avec l'appui de partenaires qui voudraient l'accompagner, Aide et Action International renforce les expériences en cours.

Au cours des prochaines années, l'Association développera des initiatives de soutien de projets de formation professionnelle qualifiante pour les jeunes avec pour finalité leur insertion socio-économique.

## REFERENCES

- Amadou L. E. (2012). *Etat des lieux sur les alternatives éducatives dans 20 collectivités locales en Afrique de l'Ouest*. Manuscrit non publié.
- Aide et Action International. (2011a). *Investir dans les exclus : offres alternatives d'éducation pour les exclus du système éducatif formel dans la Région des Savanes au Togo*. Paris: Aide et Action International.
- Aide et Action International. (2011b). *Projet d'appui au développement des alternatives éducatives – Stratégie d'accompagnement des jeunes à l'auto-emploi en milieu rural*. Paris: Aide et Action International.
- Aide et Action International. (2012). *Capitalisation du volet formation et insertion socioprofessionnelle des sortants des écoles communautaires de base (ECB) dans la Région de Kolda*. Paris: Aide et Action International.

- Aide et Action International. (2013). *Alternatives éducatives en milieu nomade*. Paris: Aide et Action International.
- Aide et Action International. (2014). *Expériences d'Aide et Action International Afrique en formation professionnelle*. Paris: Aide et Action International.
- Colley, H., Hodkinson, P. & Malcom, J. (2003). *Informality and formality in learning: a report for the Learning and Skills Research Centre*. London: Learning and Skills Research Centre.
- Eurostat. (2006). *Classification of learning activities – Manual*. Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities.
- Haidara, Y. (2007). *Éducation et langues nationales au Mali*. Bamako: Centre National des Ressources de l'Éducation Non Formelle.
- ISU-UNESCO. (2012). *Opportunités perdues: impact du redoublement et du départ prématuré de l'école*. Montréal, Québec: ISU-UNESCO.
- ISU-UNESCO. (2015). Un nombre croissant d'enfants et d'adolescents ne sont pas scolarisés car l'aide n'est pas à la hauteur. Récupéré le 15 septembre 2015 de <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002336/233610f.pdf>
- La Belle, T.J. (1976). *Non formal education and social change in Latin America*. Los Angeles: University of California.
- Mbaye, M.(2010). *Revue documentaire : vers un cadre conceptuel harmonisé?* Dakar: Collectif National de l'Éducation Alternative Populaire.
- Simkins, T. (1977). *Non formal education and development*. Manchester: University of Manchester.